

## Chaude lutte syndicale en santé

*Les résultats préliminaires du vote d'allégeance montrent un net recul de la CSN*

10 avril 2017 | Amélie Daoust-Boisvert | Santé



Photo: Jacques Nadeau Le Devoir

Régine Laurent, la présidente de la FIQ, croit que son «syndicalisme de proposition» a séduit.

Les résultats préliminaires de la plus grande période de vote d'allégeance syndicale de l'histoire du réseau de la santé semblent annoncer une victoire des plus jeunes syndicats spécialisés sur les grandes centrales historiques et, surtout, sur la CSN.

Les tendances sont claires : l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) sort victorieuse, tout comme la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ). L'APTS pourrait compter 60 % de membres de plus à la fin de l'opération, étant allée rafler la mise chez une majorité de travailleurs de la catégorie 4, des professionnels de la santé, comme des psychologues et des techniciens en laboratoire, au détriment de la CSN.

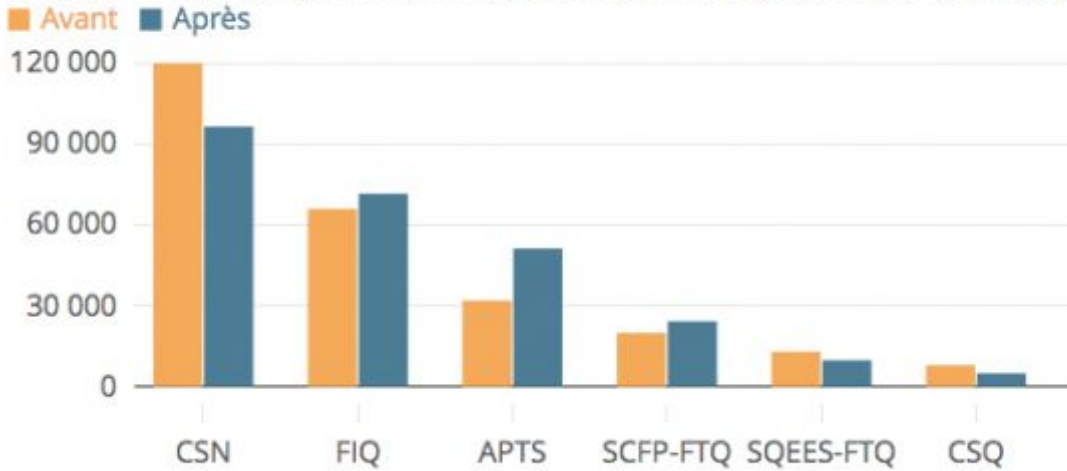
De son côté, la FIQ a consolidé son quasi-monopole chez les infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes en allant arracher des syndiqués qui étaient toujours attachés à la CSN.

Ensemble, la FIQ et l'APTS pourraient devancer la CSN en ce qui a trait à l'effectif, alors que la grande centrale dominait depuis de nombreuses années dans le réseau de la santé. De quelque 125 000 membres dans le réseau, la CSN court le risque de perdre quelque 25 000 membres actuellement. Son importance

resterait tout de même considérable — la grande centrale pourrait toujours compter sur environ 250 000 membres au Québec.

## Redécoupage syndical en santé

Nombre de membres, avant et après le maraudage (résultats préliminaires)



C'est ce qui ressort de la compilation non officielle des résultats effectuée par le militant syndical Sébastien Robert, qu'il a partagée avec *Le Devoir*. Des conversations avec des sources dans les différents syndicats concernés confirment également ces grandes tendances. Ces résultats sont partiels, car le résultat du vote de quelque 30 000 travailleurs de la santé des CIUSSS du Nord et de l'Est de l'île de Montréal sont attendus au courant de la semaine. M. Robert, qui est lui-même conseiller syndical à l'APTS, a compilé ces résultats dans ses temps libres de manière bénévole grâce à ses nombreux contacts dans les différents syndicats. Ses mises à jour quasi quotidiennes sur Facebook étaient d'ailleurs fort attendues des militants de toutes affiliations.

La CSN n'a pas souhaité commenter ces chiffres tant et aussi longtemps que l'ensemble des votes n'aura pas été dépouillé, le processus se terminant le 13 avril. « *On veut prendre la mesure des résultats* », a précisé le directeur des communications à la CSN, Louis-Serge Houle.

Des militants de la CSN, en coulisse, semblent s'accrocher à l'espoir d'enregistrer des gains importants dans les deux ultimes dépouillements de votes à Montréal.

### Les temps changent

Régine Laurent, la présidente de la FIQ, croit que son « *syndicalisme de proposition* » a séduit. La FIQ a notamment appuyé financièrement et logistiquement la clinique infirmière SABSA, à Québec. « *Nous avons été précurseurs dans ce type de syndicalisme, et l'APTS nous a rejoints là-dedans* », affirme Mme Laurent.

Son de cloche semblable à l'APTS, où la présidente, Carolle Dubé, constate que les syndiqués exigent désormais une certaine prudence de leurs représentants en ce qui concerne les grands enjeux sociaux. « *Par exemple, explique-t-elle, nous avons appuyé la grève étudiante en 2012, et nos membres n'en étaient pas satisfaits. Certains étaient d'accord, mais plusieurs se demandaient pourquoi on s'en mêlait. Pareillement, nos membres ne veulent pas qu'on se positionne politiquement pour un parti ou pour un autre en temps d'élections.* »

« *Les gens veulent aussi qu'on se positionne sur des enjeux sociaux, mais surtout dans le domaine de la santé* », constate-t-elle.

Laurence-Léa Fontaine, professeure à la faculté de droit de l'UQAM et observatrice du monde du travail, estime qu'une des raisons qui expliquent les avancées de la FIQ et de l'APTS est le désir des travailleurs de se regrouper par titres d'emploi, une « *question d'identité* ».

Le Conseil provincial des affaires sociales, associé au Syndicat canadien de la fonction publique et à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), était donné « *pour mort* » avant le début des votes, dit son président, Pierre Soucy. Pourtant, les résultats préliminaires montrent qu'il aura plutôt fait des gains de quelques milliers de membres. Encore une fois, on a misé sur le sentiment d'appartenance des travailleurs. « *On a fait le tour du Québec pour valoriser ceux qu'on appelle les périsoignants, c'est-à-dire les préposés, les travailleurs des cuisines, de l'entretien, les agents administratifs* », explique-t-il.

« *Les jeunes veulent avoir des services pour leur argent* », selon Alain Dubois. Agent de relations humaines dans le réseau, ce dernier a été représentant syndical dans le passé. Il a observé avec intérêt la période de maraudage. Au-delà d'un certain rejet de l'establishment, il n'hésite pas à affirmer que des questions très terre à terre, comme le taux de cotisation et la qualité des assurances offertes ont pu aussi jouer un rôle. Les syndicats n'ont pas hésité à jouer cette carte pour séduire.

### **Gains... patronaux ?**

Cette grande campagne fera un grand gagnant, glissent certains observateurs : le gouvernement. « *Les forces syndicales ont dû investir énormément de temps et d'argent pour se conformer aux nouvelles dispositions législatives* », constate Mme Fontaine. C'est la classique stratégie de « *diviser pour mieux régner* », pense-t-elle. « *En conséquence, les syndicats se sont un peu détournés des véritables enjeux contemporains auxquels ils sont pourtant très attachés* », poursuit-elle.

Tout comme le réseau en général, ces mégafusions changeront la vie syndicale, qui devra s'organiser avec des milliers de membres par accréditation, sur des territoires couvrant parfois des centaines de kilomètres.

« *Ce n'est certainement pas la meilleure chose qui soit arrivée au monde syndical, constate Carolle Dubé. Pendant qu'on est occupés, le gouvernement peut continuer à faire ses coupures et à privatiser nos services. Oui, tout cela va rendre plus difficile notre vie syndicale, ça va être très compliqué, juste de faire une assemblée générale.* »